

Déclaration des organisations de la société civile du Mali pour le suivi de la mise en œuvre des ODD au Mali à l'Assemblée des Peuples organisée le 09 septembre 2023 à Bamako

À mi-chemin de l'échéance de l'Agenda 2030, la promesse visionnaire de justice sociale et d'un monde juste, fondé sur les droits équitables pour tous, semble plus éloignée que jamais. Le Mali en tant que pays membre des Nations Unies doit relever des défis importants pour atteindre les Objectifs pour le Développement Durable. Le rapport EMOP 2022 fait ressortir le niveau de pauvreté étant de 45,5 % en 2022 avec une disparité entre le milieu rural et le milieu urbain.

Selon l'édition spéciale 2023 du rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'état d'avancement des ODD, une évaluation préliminaire des quelques 140 cibles pour lesquelles des données sont disponibles, montre qu'environ 12 % seulement sont sur la bonne voie ; près de la moitié, bien que montrant des progrès, sont modérément ou très en retard et quelque 30 % n'ont enregistré aucun mouvement ou ont régressé par rapport à la base de référence de 2015.

Il est certain que la réalisation des Objectifs pour le Développement Durables et l'Agenda 2030 des Nations Unies nécessite une mobilisation importante de ressources financières et humaines, mais cela ne doit pas empêcher aux différents gouvernements engagés lors de son adoption le 25 septembre 2015 de tenir leurs promesses. Pour cela, il est important que le Gouvernement du Mali et ses partenaires puissent contribuer à relever les défis importants pour l'atteinte des ODD.

Nous, représentants(es) des organisations de la société civile à l'Assemblée des peuples du Mali en ce jour samedi 09 Septembre 2023 après échanges sur les défis pour l'atteinte des 17 ODD au Mali et les préoccupations communes concernant les questions de justice sociale, économique et environnementale, lançons conjointement un appel au gouvernement du Mali pour accélérer le rythme vers la réalisation des ODD par :

- Une mobilisation de ressources financières par l'annulation des dettes, l'augmentation des ressources internes et une répartition équitable des ressources dans tout le pays ;
- Une mise en application de la bonne gouvernance ;
- Un renforcement des dispositions sécuritaires dans tout le pays ;
- Un renforcement des différentes formes d'assistance et de protection sociale universelle et l'opérationnalisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle « RAMU » ;
- Une mise en place d'une politique d'éducation inclusive dans le pays ;
- Des négociations pour les transferts des nouvelles technologies dans tous les secteurs du développement ;
- Une promotion du savoir local dans les politiques de développement ;
- Une accélération à l'accès pour tous à des services d'eau potable, l'hygiène et à l'assainissement ;
- La création d'un comité national de suivi de la mise en œuvre des droits des personnes vivant avec un handicap ;
- L'adoption d'une loi sur les violences basées sur le genre ;
- Des négociations de l'équité dans la coopération et le respect des droits de l'homme dans tous les partenariats bilatéraux et multilatéraux

A ce sommet spécial de revue à mi-parcours des ODD, nous demandons de s'unir pour la justice mondiale. #Act4SDGs.